

OCTOBRE 1973 - N° 562

LA VÉRITÉ



organe du Comité Central
de l'Organisation
Communiste
Internationaliste (pour
la reconstruction
de la 4^e Internationale)

VIETNAM

CHILI

U.R.S.S.

LA "DÉTENTE" EN PRATIQUE...

TABLE DES MATIÈRES

Présentation	1
Le Chili et les problèmes de la révolution prolétarienne (Rapport de P. Lambert au nom du Comité central de l'O.C.I. au meeting du 21 septembre 1973 à la Mutualité)	5
Au Chili, l'Unité populaire a frayé la voie au fascisme Par Etienne Laurent	39
Dialogue entre le Kremlin et M. Maurice Druon, artiste ..	56
Une structure de paix en Indochine par Stéphane Just	56
Coexistence pacifique et procès de Moscou par J.-J. Marie	87
Annexe : tract distribué à Moscou en juin 1972 par le Comité des citoyens (extraits)	114
Poème écrit en 1970 par le gendre de P. lakir	115
Pour la révision du procès lakir-Krassine, des questions qui s'imposent	117
Des opposants communistes ukrainiens jugent les diffé- rentes tendances de l'opposition en U.R.S.S.	127
Les fondateurs du Groupe d'action pour les libertés démoc- ratiques en U.R.S.S.	131
Annexe : Les thermidoriens et l'affaire Guinzbourg- Galanskov (lettre de Léonide Pliouchtch à la Komso- molskaia Pravda)	152
Lettre à " la Vérité " : Théorie marxiste et construction du parti révolutionnaire	157

Au Chili, l'Unité populaire a frayé la voie au fascisme

par Etienne Laurent

Le prolétariat chilien a donc vécu jusqu'à son terme le plus tragique l'expérience de Front populaire ouverte par la constitution, à la fin de 1969, de la coalition de l'Unité populaire, constituée par le P.C., le P.S., les radicaux et les scissionnistes de gauche de la démocratie-chrétienne, par la victoire électorale de cette coalition le 4 septembre 1970, et par l'accession d'Allende à la présidence deux mois plus tard, sur la base de l'acceptation du Statut des garanties constitutionnelles et de l'apport concomitant des voix de la démocratie-chrétienne (1).

Au Chili, de 1969 à 1973, comme en Espagne ou en France de 1935 à 1938, le Front populaire a voué la classe ouvrière à l'impuissance et a frayé la voie au fascisme. Aujourd'hui, le prolétariat chilien et ses organisations font face à la répression la plus brutale de la part d'une junte militaire qui a rapidement accusé des traits ouvertement fascistes : dissolution des syndicats, dissolution des partis « marxistes », puis de tous les partis politiques, militarisation de l'Université, tortures, exécutions sommaires en masse, mise à prix de la tête des dirigeants ouvriers et de tous les membres du gouvernement

de l'Unité populaire, préparation d'une constitution corporatiste sur le modèle de l'Espagne franquiste.

(1) Voir *L'Unité populaire au Chili*, par Etienne Laurent, *la Vérité*, n° 559 (janvier 1973) et n° 560 (avril 1973). Rappelons que le Statut des garanties (voir *la Vérité*, n° 559, pp. 87 à 89), consiste en une série d'amendements à la Constitution chilienne renforçant les garanties de la propriété capitaliste, de la liberté d'action des partis bourgeois et du fonctionnement de l'appareil répressif, amendements acceptés par Allende après son élection à la présidence en échange de la ratification de cette élection par le Congrès où il était en minorité.

Une semaine à peine avant le coup d'Etat, pourtant, 800 000 personnes manifestaient à Santiago leur appui à Allende et demandaient qu'on les mobilise politiquement, qu'on les dirige et qu'on les arme pour écraser la menace de coup d'Etat. Dans les usines et dans les quartiers, en dépit des obstacles placés sur leur chemin par les directions des partis ouvriers et de la C.U.T., les travailleurs étaient organisés dans le cadre des « *cordons industriels* », comités de coordination des comités d'usine, et des comités de quartier, expression du mouvement du prolétariat chilien vers la construction d'organes à caractère soviétique.

Les travailleurs étaient sur pied. Ils avaient expulsé le patronat des usines, ils comprenaient l'enjeu du combat en cours. Mais les jeux étaient faits. Les travailleurs étaient sur pied mais ils étaient réduits à l'impuissance par la politique de Front populaire et allaient devoir affronter le coup d'Etat sans direction, sans arme, sans le moindre élément d'organisation centralisée, à l'exception des « *cordons* » des quartiers industriels, dont la centralisation plus développée avait été vicieusement combattue par l'Unité populaire et n'avait pu se réaliser.

C'est ainsi qu'à côté de la lutte qu'il faut poursuivre aujourd'hui pour freiner la main des fascistes, pour arracher le plus grand nombre possible de militants et de travailleurs chiliens aux chambres de torture et aux poteaux d'exécution de la junte militaro-fasciste, une tâche politique s'impose : faire en sorte que la leçon chilienne soit assimilée par le prolétariat mondial, que, cette fois-ci, une nouvelle répétition de l'avertissement ne soit pas nécessaire, que le prolétariat chilien soit le dernier à vivre jusque dans la défaite, l'extermination de ses cadres, la terreur blanche, la politique funeste des Fronts populaires.

Le programme, expérience accumulée du prolétariat mondial

Au Chili, il a manqué un parti révolutionnaire. De cela, beaucoup d'organisations et de militants sont prêts à convenir, mais sans donner pour la plupart d'entre eux à cette affirmation TOUTE la dimension voulue, sans dire que cette absence, ce manque, se sont D'ABORD traduits par le fait qu'il n'y a eu en réalité, jusqu'à la fin, aucune organisation au Chili pour caractériser sans ambages l'Unité populaire comme un Front populaire — c'est-à-dire comme une forme bien connue et expérimentée à bien des reprises de collaboration des classes, de maintien par les directions du prolétariat d'un lien de trahison avec la bourgeoisie — comme une politique dirigée contre les intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière, une politique analysée et caractérisée comme telle sans la moindre ambiguïté par Léon Trotsky et le mouvement trotskyste international dans les années 30. Il n'y a donc eu aucune organisation au Chili pour comprendre où cette politique menait le prolétariat chilien et pour tirer de cette analyse et de cette compréhension l'ensemble des conséquences programmatiques et politiques qui s'imposaient.

Au cours d'une discussion, un militant ouvrier chilien, dirigeant de la C.U.T., au niveau d'un important département à concentration ouvrière, nous a tenu les propos suivants :

La majorité d'entre nous n'avions jamais entendu parler de l'Espagne en 1936, les autres se disaient que l'Espagne c'était loin et que l'expérience datait de plus de 30 ans. L'expérience de l'Unité populaire a pris l'écrasante majorité d'entre nous par surprise. C'est uniquement au cours des tout derniers mois, alors qu'il était trop tard ou presque, que nous avons commencé à

nous rendre compte de ce que l'Unité populaire signifiait, où elle nous menait.

Le parti ouvrier, le vrai, a écrit Trotsky en 1921, n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire : ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs (2).

Au Chili, il n'a existé de 1969 à 1973 aucun parti, aucune organisation pour libérer la section chilienne du prolétariat mondial de la nécessité de recommencer son histoire.

(2) Léon Trotsky, *Les leçons de la Commune* (préface au livre de C. Talès sur la Commune de Paris).

(3) Le P.O.R. chilien a été dissous par son responsable Luis Vitale (Valdès) en 1963. Cette dissolution a été préparée politiquement par Vitale dans la dernière publication faite sous le sigle du P.O.R. : *Fidel Castro, la révolution cubaine contre le sectarisme et le bureaucratisme* (le cas Escalante), avec commentaires de Luis Vitale, Editions P.O.R., 1962. A la page 104, Vitale écrivait :

« Le courant pro-cubain, fidéliste, castriste est en général à l'avant-garde du continent, mais sans avoir encore acquis une forme structurée, organisée (...) Dans certains pays, le regroupement a donné lieu à la formation de mouvements révolutionnaires d'un type nouveau (souligné par Vitale). Nous disons de type nouveau parce qu'ils échappent au moule traditionnel des partis ouvriers d'Amérique latine. En général, ils rejettent la voie électorale et réalisent des actions ponctuelles dans la perspective immédiate de la prise du pouvoir. Ils ont un certain mépris pour la théorie (souligné par nous). Leur programme est révolutionnaire,

Les seuls qui eussent pu le faire c'est-à-dire les trotskystes chiliens, avaient été emportés depuis longtemps par la crise de la IV^e Internationale, par la politique liquidatrice du Secrétariat international révisionniste de Pablo-Mandel et par la dislocation et la destruction concomitantes du P.O.R. chilien (3). En 1973, de l'organisation issue de la Gauche communiste chilienne — c'est-à-dire du noyau qui, pendant une longue période, fut, en Amérique latine, le plus ancien et le mieux organisé de tous les groupes ayant rallié Trotsky dans son combat contre Staline et pour la construction de la IV^e Internationale — il ne restait que des souvenirs et une influence diffuse dans une aile du Parti socialiste.

Première conséquence de cette rupture dans la lutte au Chili pour

bien que, dans certains cas, ils refusent de lui mettre l'étiquette marxiste (...) Là où ils se sont constitués, ces mouvements n'ont pas encore acquis un caractère de masse, mais sont un embryon et un pôle où commencent à se regrouper les meilleurs éléments de l'avant-garde révolutionnaire (...) Les forces révolutionnaires de chaque pays (d'Amérique latine) ont commencé à prendre contact entre elles (...) C'est pour cela que nous disons qu'il importe de mettre en avant, sous forme propagandiste — pour le moment seulement —, la formation d'un mouvement révolutionnaire latino-américain qui regroupe dans une organisation large tous les courants révolutionnaires. »

On comprend que Vitale ait accueilli les thèses présentées par Maitan au « 9^e Congrès mondial » du « Secrétariat unifié » avec la simple remarque qu'il les avait préconisées depuis plusieurs années. Au Chili, Vitale n'a pas attendu 1969 pour agir. En 1963 il dissolvait le P.O.R. ; et, deux ans plus tard, il participait, sur les bases définies plus haut, à la constitution du M.I.R. chilien, dont l'aile castriste devait l'expulser en 1968. Telle fut la ligne principale de liquidation de la IV^e Internationale au Chili.

le parti mondial du prolétariat : pour la quasi-totalité des militants qui se réclamaient du trotskysme et qui, sur un certain nombre de points, défendaient des positions marxistes face aux courants guérilléristes et castristes, l'Espagne également était « loin ». Sans aller nécessairement jusqu'à accepter la position développée par l'Argentin Ernesto Gonzales, militant du Parti socialiste des travailleurs, dans la *Revista de America* (4) — à savoir que l'analyse de Trotsky sur les Fronts populaires ne concernait que les pays impérialistes dominateurs, et non les pays arriérés dominés par l'impérialisme — ces militants montraient de terribles réticences à appliquer cette analyse à l'Unité populaire.

Ainsi que nous l'avons montré dans un article précédent et vérifié dans les discussions ultérieures, les camarades du groupe de *La Trinchera* (5) n'échappaient pas à cette règle. En 1973, il n'y avait personne, dans la patrie de Recabarren (6) — lui qui s'était rendu une première fois en Europe pour prendre contact avec la II^e Internationale avant de fonder le Parti ouvrier socialiste en 1912, puis une seconde fois à Moscou en 1922 avant de proclamer son parti « *section chilienne de l'Internationale communiste* » — pour considérer réellement que ce n'était que *sur la base de l'expérience accumulée par le prolétariat mondial* — celle faite en 1925-1927 par le prolétariat chinois, ligoté par la politique de subordination du P.C. à Tchang Kaï-chek, comme celle faite en 1936-1937 par le prolétariat espagnol, réduit à l'impuissance et conduit à la défaite par la politique de collaboration de classes du Front populaire — *qu'il était possible de s'orienter dans les événements chiliens* et de comprendre vers quoi marchait l'Unité populaire. La destruction, en 1951-1953, par la crise pabliste, de la IV^e Internationale en tant qu'organisation internationale fonctionnant comme un tout a porté

ses fruits amers au Chili comme ailleurs.

Les faits ont tranché. La tragédie chilienne a montré que les conséquences du Front populaire sont tout aussi funestes dans les pays arriérés dominés par l'impérialisme que dans les pays capitalistes avancés. Elle a montré que la caractérisation des Fronts populaires doit être considérée aujourd'hui, au même titre que du vivant de Trotsky, comme l'une des pierres de touche d'une politique de classe et l'un des problèmes centraux de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Cet article porte essentiellement sur l'analyse de la dernière phase de la politique qui a livré, les mains pratiquement nues et l'esprit totalement désorienté et démoralisé, le prolétariat et la jeunesse aux coups de la contre-révolution armée. Mais, comme il subsiste des réticences et des incompréhensions sur ce point, il nous faut faire un rapide retour

(4) Ernesto Gonzales, « *Où va le Chili ?* », dans la *Revista de America* n° 10, mars-avril 1973. La *Revista de America* est l'organe du courant dit de la « *minorité du Secrétariat unifié* » en Amérique latine. Elle est publiée à Buenos Aires sous la responsabilité de N. Moreno. A la page 15, Gonzales écrit :

« *Il est clair que si nous mettons un signe égale entre le gouvernement Allende et celui de Léon Blum en France en 1936, nous commettrons une erreur impardonnable. Le gouvernement de Blum fut le gouvernement d'une bourgeoisie impérialiste, exercé par l'intermédiaire du parti radical, qui bénéficia de l'appui des partis communiste et socialiste. Par contre, le gouvernement de l'Unité populaire est le gouvernement d'un mouvement nationaliste dans un pays exploité par l'impérialisme.* »

(5) Bulletin mensuel du groupe trotskyste chilien. Voir la *Vérité*, n° 560, pp. 32 et suivantes. Le groupe *Ofensiva* s'est dissous officiellement en juillet 1973.

(6) Pour plus de précisions, voir la *Vérité*, n° 559, p. 70.

en arrière, sur un seul point, mais qui est capital, à savoir la formation même de l'Unité populaire à la fin de 1969.

La coalition des dirigeants ouvriers avec les partis d'une aile de la bourgeoisie

A l'origine de la tragédie du 11 septembre 1973, il y a la constitution de l'Unité populaire en 1969-1970. Formée d'une part du P.C. et du P.S., de l'autre du Parti radical et des députés et sénateurs scissionnistes de la démocratie-chrétienne, la coalition de l'Unité populaire a aussitôt revêtu un sens politique précis. Si affaibli que fût le Parti radical, il demeure que l'alliance du P.C. et du P.S. avec l'un des principaux partis au moyen desquels la bourgeoisie chilienne a exercé sa domination de classe pendant de longues années, ainsi qu'avec le sénateur Gumucio, avec Chonchol et d'autres notables issus de la démocratie-chrétienne de Frei, avait la signification suivante :

Matérialiser le lien traître avec la bourgeoisie.

Fournir, dès cette époque, des garanties à la bourgeoisie quant aux intentions du P.C. et du P.S. (Il ne s'agissait d'ailleurs pas seulement de garanties : le P.C. a maintenu en permanence le « dialogue » avec la démocratie-chrétienne et Allende a pris contact dès cette époque avec divers secteurs de l'armée.)

Barrer la voie à la constitution, dans le cadre des élections présidentielles de 1970, d'un Front unique de classe et d'une alliance du prolétariat et de la paysannerie sur un programme anti-capitaliste et d'indépendance nationale.

Autoriser toutes les manœuvres pour retarder la constitu-

tion, y compris de la candidature unique de la « gauche », et l'intervention du prolétariat et des masses dans la campagne électorale.

Justifier l'adoption d'un programme politique — le programme de l'Unité populaire — dont la ligne et le contenu sont ouvertement bourgeois, et auquel pouvait souscrire toute une aile de la bourgeoisie, notamment au sein de la démocratie-chrétienne.

En 1969-1970, la lutte politique pour l'indépendance de classe du prolétariat et la formulation du mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan se situait directement sur le terrain de la lutte pour un gouvernement P.C. - P.S., pour une candidature ouvrière unique, pour un front électoral P.C. - P.S., conclu à l'exclusion des radicaux et des chrétiens, sur la base d'un programme anti-capitaliste et de rupture avec l'impérialisme, excluant donc les bourgeois radicaux et chrétiens. Aujourd'hui encore, aucune compréhension de ce qui s'est passé ensuite, y compris jusque dans les derniers jours du gouvernement Allende, n'est possible en dehors d'une compréhension correcte de la nature de l'Unité populaire, comme coalition des partis ouvriers avec certains partis bourgeois.

Toute la suite — la négociation du Statut des garanties, l'acceptation du simulacre de la ratification par le Congrès bourgeois de l'élection du 4 septembre, la soumission totale aux institutions et aux lois de la Constitution bourgeoise, l'« indulgence » notoire d'Allende et de l'Unité populaire, leur passivité plus exactement, face aux menées du patronat et des partis de droite, l'introduction de militaires dans le gouvernement, les efforts constants des dirigeants du P.S. et du P.C. pour refouler le prolétariat et les masses travailleuses et pour détruire ou dénaturer leurs or-

ganisations autonomes de combat, les coups de poignard portés au prolétariat, dans le courant du mois d'août, dans le cadre d'une politique ouvrant directement la voie au coup d'Etat — *tout cela n'a constitué que le développement nécessaire et inéluctable d'une politique de collaboration de classes dont les bases avaient été établies par la constitution de la coalition de l'Unité populaire.*

Une politique de défense de la propriété privée et de l'Etat bourgeois

Le Chili démontre la faillite de la théorie des « *voies pacifiques vers le socialisme* », dont Corvalan s'était fait le principal porte-parole dans son pays. Telle est la constatation que font aujourd'hui, en particulier au sein des partis communistes, dans tous les pays du monde, des milliers de militants ouvriers et de jeunes, qui avaient accepté jusqu'à présent de suivre cette ligne. Mais l'expérience faite au Chili met en lumière, non pas seulement la faillite de cette « *théorie* », mais aussi son sens véritable. Relisons les déclarations du P.C. et du P.S. chiliens. On pourrait multiplier les citations à l'infini :

« La gauche n'est pas armée, c'est la droite qui l'est. La gauche est contre la guerre civile, elle est pour le dialogue. » (Volodia Teitelboim, *El Siglo, quotidien du P.C. chilien*, 11 juillet 1973.) « La sécurité nationale est menacée et l'armée, en accord avec ses meilleures et ses plus nobles traditions, montera la garde pour la défendre. » (*El Siglo* du 21 août 1973.) « Nous avons fait confiance, nous faisons confiance et nous continuerons à faire confiance aux forces armées. Le programme de l'Unité populaire établit qu'il n'y aura pas d'autres forces armées, et je l'ai répété pour ma part à satiété, que celles prévues par la Constitution et les lois. » (Déclaration d'Allende à *El Siglo* du 8 juillet 1973.) « Evi-

ter la guerre civile demeure la tâche de tous les Chiliens, partisans ou non du gouvernement, mais d'accord pour maintenir la lutte des classes, quelle que soit son acuité, sur le terrain sur lequel elle s'est déroulée jusqu'ici. » (L. Corvalan, cité par *l'Humanité* du 10 juillet 1973.)

Combien ces déclarations peuvent aujourd'hui paraître dérisoires, et laisser un goût de cendres dans la bouche des militants et travailleurs qui les relisent ! Mais il faut comprendre ce qu'elles signifient, quel en est le contenu : une ligne de collaboration de classes qui a conduit au désastre. « *Maintenir la lutte de classes sur le terrain sur lequel elle s'est déroulée jusqu'ici* », telle est la clef de la politique des directions du P.C. et du P.S. chiliens. Il n'existe pas et il n'existera jamais de « *voies pacifiques vers le socialisme* », ni au Chili ni ailleurs, Corvalan est le premier à le savoir. Ce n'est là que l'habillage « *théorique* » d'une politique ayant pour but de maintenir la lutte des classes dans les limites de la démocratie bourgeoise, de barrer le chemin à la révolution et au socialisme, de sauvegarder l'Etat bourgeois et le système capitaliste au Chili, en application de la politique de « *coexistence pacifique* ».

S'il est un militant pour en douter encore, il lui suffira de réfléchir au sens des déclarations faites par les dirigeants du P.C. français sur les événements chiliens, *juste avant comme après* le coup d'Etat du 11 septembre. L'axe en est simple et net : c'est l'approbation du respect de la Constitution bourgeoise et de l'ensemble des institutions constitutives de l'appareil d'Etat bourgeois, au premier chef, de l'armée, *comme expression et complément d'une volonté non équivoque de défendre le mode de production capitaliste et d'empêcher la destruction de la propriété des moyens de production au Chili.*

Les déclarations de Fajon

C'est ainsi que Fajon, dans les déclarations qu'il a faites à son retour du Chili (7), a commencé par souligner que « *le respect de la Constitution est l'une des caractéristiques incontestables du comportement du président Allende et de son cabinet* » et qu'il se double d'un respect non moins grand pour « *ce que les forces armées chiliennes appellent leur doctrine professionnelle (c'est-à-dire) leur subordination rigoureuse au pouvoir civil légitime* », pour mieux attaquer ensuite ce qu'il nomme « *les erreurs commises dans la mise en œuvre de la juste politique de l'Unité populaire* ». Pour Fajon, ces erreurs, ce sont, bien entendu, les atteintes portées à la propriété privée et le surgissement répété d'organes autonomes de mobilisation et de combat des masses susceptibles d'ouvrir la voie à une situation de double pouvoir. Les « *quelques exemples* » qu'il en donne sont au plus haut point significatifs et n'ont certes pas été choisis par lui au hasard :

Certaines théories économiques, qui mettaient l'accent sur la destruction des structures anciennes et sous-estimaient les tâches pressantes du développement de la production et de la productivité n'ont pas été combattues pendant un temps avec la vigueur indispensable.

L'occupation des entreprises par les travailleurs, comme juste mesure de défense politique à tel moment où la contre-révolution passait à l'attaque, s'est transformée dans certains cas en prise de possession d'entreprises nullement concernées par le programme des nationalisations.

La politique des salaires a parfois négligé les intérêts légitimes des ingénieurs et des techniciens.

La phraséologie gauchiste de différentes formations dont le M.I.R est la plus connue a étayé des positions irresponsables et aventuris-

tes ; c'est le cas de la consigne gauchiste de désobéissance lancée aux soldats, qui a facilité les tentatives des officiers favorables au coup d'Etat ; c'est le cas du mot d'ordre gauchiste de commandement exclusif des travailleurs dans toutes les usines, tendant à dresser les ingénieurs et cadres contre la classe ouvrière.

Et, dans ce qu'il nomme des « *éléments fragmentaires de réflexion (...), réflexion qui doit accompagner aujourd'hui nos tâches de solidarité* », c'est de nouveau contre les atteintes portées à la propriété et contre les organes autonomes des masses que Febrer centre son article de *France nouvelle* du 25 septembre :

L'occupation de petites propriétés agricoles et la réquisition d'entreprises non monopolistes et non stratégiques créent (en juillet-août 1973) des problèmes de toutes sortes, alimentent l'inflation par leur déficit et ne sont pas faites pour renverser la tendance. La campagne de terreur active ou psychologique porte ses fruits et parvient effectivement à déconcerter une partie importante de la population qui se met à douter d'un peu de tout (*sic*). Les agissements gauchistes, basés sur une conception erronée des « *cordons industriels* », de leur rôle et de leur action, font le reste.

Telle est la manière dont l'appareil stalinien situe les « *responsabilités* » du coup d'Etat sanglant du 11 septembre. Le « *responsable* », l'ennemi, pour les dirigeants du P.C.F., se situe toujours à gauche, du côté des masses, dans leur mouvement vers les formes soviétiques de combat et d'organisation, vers la destruction de la propriété capitaliste.

Déjà voilà deux ans, c'est là que se situaient pour Fournial les « *responsabilités* » en Bolivie :

(7) *L'Humanité* du 1^{er} septembre 1973.

Le crime — écrivait Fournial — est certes pour l'essentiel celui des réactionnaires, fascistes et autres et son bénéficiaire est l'impérialisme U.S. ; mais il y a d'autres responsabilités ; en fait, si la payannerie n'a que dans une très faible mesure soutenu le régime nationaliste de Torres, et moins encore les classes moyennes en général, n'est-ce pas à cause des impatiences, des stridences, des gesticulations ultra-révolutionnaires et de l'agitation entretenue par les dirigeants syndicaux trotskystes, par les petites bandes maoïstes et même par les gauchistes de la "démocratie-chrétienne" ? (...) L'Assemblée populaire, installée à La Paz, sans pouvoir réel mais imposée au général Torres par les dirigeants trotskystes de la Centrale ouvrière bolivienne, entourée de "Gardes rouges" spectaculaires, et légiférant, n'a-t-elle pas nourri des illusions d'une part sur le "pouvoir ouvrier" et d'autre part les campagnes réactionnaires alors aisément déchainées sur le "Soviet suprême de La Paz" ? (8).

Au Chili, l'intervention d'Allende et du P.C. ont vigoureusement empêché la naissance d'un organe central de caractère soviétique analogue à l'Assemblée populaire, organe dont l'existence aurait permis de centraliser le combat des masses chiliennes contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Mais l'acharnement de Fajon et Febrer contre les « cordons » n'est pas moindre que celui de Fournial contre l'Assemblée populaire de Bolivie. C'est toujours là que se situe « l'inacceptable ».

Les formes d'organisation autonomes des masses et les cordons industriels

Partisans de la « coexistence pacifique », de la collaboration contre-révolutionnaire pour sauvegarder le capitalisme, Fajon et Febrer n'ont évidemment pas tort de considérer

que ce qui a marqué les derniers mois du gouvernement Allende et donné à la situation, en particulier au lendemain du putsch manqué du 29 juin, un caractère révolutionnaire incontestable, ce sont les atteintes envahissantes à la propriété privée des moyens de production de la part des travailleurs en lutte, ainsi que le surgissement d'organismes autonomes de mobilisation et de combat des masses, préfiguration évidente d'organismes à caractère soviétique.

La direction du P.C. chilien ne s'y était pas trompée. Elle a fait porter l'essentiel de ses attaques contre les « cordons » et les « expropriations sauvages ». La question des « cordons » a dominé les trois derniers mois de l'Unité populaire.

Dans le second de nos articles sur la situation chilienne, nous avons montré la façon dont, au cours de la crise dite d'octobre 1972 (première grève des camionneurs), les masses, lassées d'attendre qu'Allende les appelle au combat, se sont mobilisées contre la bourgeoisie sur leur propre plan, de leur propre initiative, dans le cadre de formes d'organisation et de combat qui leur paraissaient nécessaires pour faire face à la crise du ravitaillement et aux menées contre-révolutionnaires du patronat et des partis et groupes politiques bourgeois (9).

Elles l'ont fait en se saisissant de certains organismes mis en place par le gouvernement, comme les « comités du ravitaillement et des prix (T.A.P.) », et en leur donnant un nouveau contenu. Elles l'ont fait surtout en créant de nouvelles organisations, comme les « groupes de protection et de défense des lieux de travail », embryons d'une milice ouvrière, les « commandements municipaux », qui ont pris en charge, dans

(8) *France nouvelle*, n° 1346, du 31 août 1971, p. 18.

(9) Voir *la Vérité*, n° 560, pp. 48-49.

de nombreuses parties du pays, pendant toute la durée de la grève, les tâches de production, de distribution et de maintien de l'ordre, et enfin les « *cordons industriels* », comités de liaison des comités d'usines qui ont commencé à se coordonner après la « *crise d'Octobre* ».

Le surgissement d'organisations *ad hoc* embrassant l'ensemble des masses en lutte constitue l'expression la plus claire du caractère révolutionnaire qu'a pris la lutte des classes dans les dix derniers mois de l'Unité populaire. Au Chili, ce sont vraiment l'ensemble des fractions du prolétariat et des masses exploitées qui ont été entraînées, avec des rythmes inégaux, mais avec certains rythmes élevés de fusion, dans la lutte pour en terminer avec le mode de production capitaliste. Au moyen de sa politique de « *réforme agraire* » (10), l'Unité populaire a indiscutablement réussi en partie à casser le rythme de mobilisation de la paysannerie, à refouler celle-ci et à briser en partie l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie. Mais, dans les villes, elle n'est parvenue à aucun résultat semblable. Ce sont les masses laborieuses tout entières, avec toutes leurs couches et secteurs, qui ont été entraînées dans la lutte aux côtés du prolétariat et qui ont donné à leur lutte la forme organisationnelle appropriée de comités d'usine, comités de quartier et comités de lutte de toutes sortes.

Naissance des « cordons »

La naissance des « *cordons* » exige quelques explications de plus. La structure particulière du mouvement syndical chilien comportait des vides qui appelaient, de façon quasi évidente pour les militants de TOUS les partis ouvriers, la création de comités de coordination des comités et/ou syndicats d'usine.

La Centrale unique des travailleurs (C.U.T.), en effet, ne comportait que deux niveaux d'organisation, le syndicat d'usine et les structures de niveau départemental et national. Elle ne connaissait ni la fédération de branche ou d'industrie, ni l'union locale. Les comités de coordination — ou cordons industriels — sont nés tout d'abord parce que tous les militants ouvriers, en premier lieu les responsables syndicaux d'usine, ressentaient la nécessité de surmonter cette lacune et de coordonner ce qui constituait une partie — et dans la dernière année une partie croissante — de leurs activités.

Toutes les usines ne possédaient pas de comités d'usine élus répondant de leur activité devant des assemblées générales d'usine. Dans de nombreux cas, des dirigeants ouvriers d'usine, membres du P.C. ou du P.S., avaient appliqué les instructions de l'appareil et combattu la formation de tels comités. Dans de nombreuses usines, le syndicat demeurerait l'unique forme d'organisation des travailleurs. C'est pourquoi l'on constate la présence dans les « *cordons* » à la fois de représentants de véritables comités d'usine ET des bureaux de syndicats.

Mais, dans la chaleur de la lutte des classes et avec les masses en mouvement, une telle coordination, même si elle n'avait réuni que les bureaux syndicaux ou les responsables syndicaux (ce qui n'était jamais le cas, car, dans chaque zone, il y avait des comités d'usine dans au moins une partie des entreprises), ne pouvait que revêtir un contenu préssoviétique et acquérir le caractère de représentation au moins partielle des masses ouvrières en lutte.

Etant donné, d'autre part, le processus d'intégration totale de la C.U.T. dans l'Unité populaire et dans

(10) Voir la *Vérité*, n° 560, pp. 38-43.

le gouvernement Allende (marqué par la présence des principaux responsables de la centrale — Figueroa, Calderon, Godoy — dans les différentes combinaisons ministérielles tentées par Allende), les « cordons » se présentaient comme des organismes qui non seulement échappaient, au moins en partie, au contrôle de l'appareil central de la C.U.T., mais étaient carrément dirigés contre lui.

N'ayant pas la force d'en finir avec les « cordons », où était engagée une fraction très importante de leurs propres militants, les directions du P.C. et du P.S. ont cherché le moyen d'établir, tant bien que mal, leur contrôle sur ces organismes en proposant de les transformer en organes réguliers de la C.U.T. au niveau local, *ouverts aux seuls bureaux des syndicats d'usine*, à l'exclusion de toute représentation directe des travailleurs, de comités d'assemblées d'usine, d'activistes ouvriers individuels. C'est cela, la « *ligne juste sur les cordons* » à laquelle Febrer fait allusion dans son article de *France nouvelle*. Il s'agissait de bureaucratiser ces organismes, de leur *ôter tout contenu de caractère présoviétique*, d'en expulser les masses et de réaffirmer l'emprise exclusive des dirigeants syndicaux obéissant à la ligne traître de conciliation avec la bourgeoisie, de dialogue avec la démocratie-chrétienne et de participation de l'armée au gouvernement.

Les « cordons » dans la dernière phase

C'est après le putsch avorté du 29 juin que les « cordons » ont connu leur phase de développement la plus intense. La plupart des entreprises ont été alors occupées par les travailleurs et, dans les semaines qui ont suivi, les « cordons » se sont multipliés et renforcés. Leurs traits d'organisations à caractère soviétique se

sont affermis. Malgré et contre la volonté des dirigeants de l'Unité populaire, les « cordons » sont apparus aux travailleurs comme les organes essentiels dont ils disposaient pour combattre la subversion bourgeoise qui se préparait au grand jour. Ils ont commencé à mettre en avant des revendications à caractère général et à assurer la liaison entre les syndicats qui y étaient représentés, les Comités d'approvisionnement populaires et l'ensemble des associations populaires d'une même zone.

Les « cordons » ont leurs journaux, dans lesquels apparaissent peu à peu des mots d'ordre unificateurs de caractère directement politique, qui conduisent les « cordons » à s'opposer directement au gouvernement, y compris lorsqu'ils affirment le soutenir. C'est ainsi qu'ils exigent l'abrogation de la « *loi scélérate* » sur le contrôle des armes, qu'ils commencent à organiser la défense des usines face aux perquisitions de l'armée, qu'ils qualifient l'entrée de militaires dans le gouvernement, intervenue le 9 août, de trahison et qu'ils appellent l'Unité populaire à « *rompre avec la bourgeoisie* ».

Le mouvement des « cordons » postérieur au 29 juin a marqué ainsi le moment le plus élevé de la lutte des classes au Chili et du mouvement du prolétariat chilien vers la révolution prolétarienne. Son orientation et ses mots d'ordre exprimaient toutes les contradictions de la situation où se trouvait le prolétariat chilien. « *Rompre avec la bourgeoisie, unique moyen de transformer le gouvernement* », titrait le n° 11 de *Tarea Urgente*, organe des « cordons » industriels de Santiago. Il résumait ainsi une position qu'aucune des organisations autonomes de combat surgies à la fin 1972 et en 1973 n'est parvenue à dépasser : se constituer et agir à côté du gouvernement, mais *sans sortir* du cadre politique du Front populaire, sans jamais rompre avec l'Unité populaire et Allende.

Mais comment l'avant-garde spontanée qui s'est dégagée au moment où la lutte de classe atteignait sa plus grande acuité aurait-elle pu parvenir à comprendre, par son seul effort, la nature contre-révolutionnaire de l'Unité populaire et la nécessité de rompre politiquement avec Allende, agent de la bourgeoisie et fossoyeur du prolétariat, alors que les faibles noyaux d'avant-garde organisés n'y parvenaient eux-mêmes qu'avec un grand retard et d'énormes difficultés ?

Le mouvement des « cordons » a été l'expression la plus élevée des aspirations et de la volonté révolutionnaire du prolétariat chilien dans des conditions où, à la différence de la Bolivie en 1971, il n'existait aucune organisation révolutionnaire pour exprimer consciemment le mouvement insuffisamment conscient des masses en lutte, pour faire fond sur les « cordons » et comprendre que c'était là que se concentrerait ce qu'il y avait de plus positif dans le combat engagé par le prolétariat ; dans des circonstances également où, à la différence de la Bolivie, il n'a existé aucun parti pour juguler l'offensive de l'appareil stalinien contre les organismes de caractère présoviétique, ce qui eut pour effet que les « cordons » sont nés et ont vécu sous le feu roulant, non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des appareils traîtres des partis ouvriers et de la centrale syndicale.

Des partis dits « de l'U.P. », seules une aile du M.A.P.U. (11) et une aile du P.S. ont appuyé sans réserve les « cordons », mais, en tant que parties intégrantes de l'Unité populaire, elles l'ont fait en appuyant ce qui était de leur part une ligne consciente : à savoir, s'organiser de façon partiellement indépendante d'Allende, mais derrière lui, pour qu'il « applique son programme », pour qu'il « ne perde pas les occasions de frapper la bourgeoisie », pour qu'il « corrige ses erreurs ». Flanc gauche de l'Unité populaire, entièrement contrôlé de

l'extérieur par Castro, le M.I.R. ne s'est jamais départi non plus d'une position de ce genre. De plus, le M.I.R. a donné la priorité aux comités d'action des habitants des bidonvilles plutôt qu'aux « cordons » où était regroupé le prolétariat organisé (12).

Pour le reste, c'est le tir de barrage dirigé contre eux par Allende et la direction du P.C. que les « cordons » ont connu comme seul aliment politique. Dans ces circonstances, ce n'est pas le caractère contradictoire de leur ligne qui mérite d'être relevé, mais bien plutôt le fait qu'ils soient parvenus à s'affirmer et à survivre.

Le tournant à gauche du 29 juin

Le coup d'Etat avorté du 29 juin a constitué une manœuvre de reconnaissance militaire dans tous les sens du terme. Il a permis aux auteurs du coup d'Etat du 11 septembre de me-

(11) M.A.P.U. : mouvement formé à la suite d'une scission de la démocratie-chrétienne. Voir *la Vérité* n° 560, p. 31, note 5.

(12) Ce point est bien mis en lumière par Blanco, Creus et Borda (tous militants de la minorité du Secrétariat unifié), dans leur interview à *Intercontinental Press*, bulletin édité par le Socialist Workers Party, numéro du 8 octobre 1973, p. 1110. Comme Creus l'explique :

« La base sociale du M.I.R., c'était d'abord les paysans, et ensuite les habitants des bidonvilles autour des centres industriels. Ils avaient peu de chose dans la classe ouvrière. Cela les a conduits à sous-estimer de façon opportuniste la portée des « cordons » industriels, qui constituaient l'avant-garde de la classe ouvrière. Ils ont mis tout l'accent sur les « commandements communaux », où se retrouvaient les bidonvilles et quelques autres secteurs. Les ouvriers y étaient inclus, mais de façon inorganisée. Aucun véritable « commandement communal » n'a existé : il n'y a eu que des embryons, même pas au niveau des « cordons ».

surer exactement l'ampleur de la résistance qu'ils devaient s'attendre à rencontrer de la part de la classe ouvrière, le peu d'appui qu'ils pouvaient escompter de la part de la petite bourgeoise, donc l'ampleur de la saignée qu'il leur faudrait opérer dans les rangs ouvriers pour atteindre leurs buts.

Seuls, l'existence et le caractère bourgeois du gouvernement Allende et de l'Unité populaire leur ont fourni la possibilité de mener une telle reconnaissance du terrain sans courir de risques démesurés. Car le prolétariat et les masses travailleuses ont répondu à la tentative de coup d'Etat du 29 juin par une large mobilisation et une forte poussée à gauche, qui ont marqué pendant quelques semaines la situation politique, avant que l'Unité populaire ne parvienne à rejeter la classe ouvrière en arrière et à ouvrir la voie au nouveau coup d'Etat.

La riposte des masses au coup d'Etat avorté a comporté en particulier l'occupation de milliers d'usines (35 000, selon la C.U.T.) par les travailleurs, occupation qui s'est poursuivie dans la majeure partie des cas au-delà des jours qui ont immédiatement suivi et s'est en fait transformée en prise de possession des entreprises par les travailleurs. Les patrons en ont été chassés et n'y sont rentrés que derrière l'armée au lendemain du coup d'Etat du 11 septembre. Les usines étaient dirigées par les syndicats ou par des comités élus, et c'est sur cette base que les « cordons » industriels ont connu leur grande phase d'expansion.

Dans l'énumération qu'il fait des « erreurs commises dans l'application du juste programme de l'Unité populaire », Fajon s'en prend pour une part à des faits qui ne reflètent pas seulement la poussée des masses dans le sens de la destruction de la propriété privée des moyens de production mais aussi les fissures apparues au sein du P.S. et du P.C. chiliens. Pris entre les exigences des

masses et celles de la politique bourgeoise de l'appareil, de nombreux cadres des organisations du prolétariat ont commencé à vaciller et à se ranger sur les positions du prolétariat.

C'est ainsi que, dans son intervention de clôture au plénum du Comité central du P.C. chilien qui s'est tenu du 26 au 28 juillet 1973, Corvalan s'est vu contraint de lancer le rappel à l'ordre suivant :

Je dois vous dire franchement que nous sommes fortement préoccupés par le fait qu'au cours des derniers jours, dans certains secteurs du parti ou chez certains camarades, une tendance s'est manifestée à se plier à tous les vents qui soufflent et à participer à des actions politiques incompatibles avec la ligne politique du parti. (El Siglo du 30 juillet 1973.)

De quelles actions s'agissait-il ? Des occupations d'usine, de la participation aux « cordons » industriels, dont Corvalan affirme qu'il ne saurait être question de tolérer leur existence comme « organes de pouvoir parallèles et encore moins opposés au gouvernement populaire », et que le seul avenir qui leur appartient, c'est l'intégration et la subordination à l'appareil de la C.U.T. dans les conditions analysées plus haut.

Mais la puissance de la lame de fond qui montait du prolétariat était si grande que la C.U.T. a été obligée de faire la part du feu et de publier des déclarations que Fajon peut, de son point de vue, stigmatiser comme erronées et démagogiques. Le 1^{er} juillet, elle déclarait que « les entreprises occupées ne seront pas rendues jusqu'à nouvel ordre ». Le 4 juillet, elle appelait de nouveau à poursuivre les occupations d'usine, mais en même temps à continuer à travailler normalement tout en montant la garde jour et nuit. C'est à Allende qu'il appartiendra le premier de demander le 8 juillet aux travailleurs de rendre les usines, mais sans le moindre succès.

Pendant quelques jours, au lendemain du 29 juin, la poussée à gauche a été si ample que la bourgeoisie a craint d'avoir commis un faux pas. Des manifestations immenses, fortes d'un million et de 800 000 personnes se sont déroulées ; des centaines de milliers de manifestants provenant de la petite bourgeoisie ont défilé côte à côte avec le prolétariat des usines et la jeunesse ouvrière et étudiante. Cela d'ailleurs suffit à prouver qu'il est faux que la petite bourgeoisie ait changé de camp et que la chute du gouvernement Allende soit le résultat de l'« *abandon* » de celui-ci par les « *classes moyennes* ».

Or, en dépit de l'inflation galopante, du ravitaillement défectueux, des privations alimentaires et matérielles de tout ordre résultant du sabotage de la production organisé par le patronat et les propriétaires fonciers grâce aux possibilités que leur offrait la forme de réforme agraire imposée par le gouvernement Allende, son refus de porter atteinte à la propriété privée des moyens de production dans l'industrie et son opposition farouche à l'institution du contrôle ouvrier sur la production dans les usines, le gros de la petite bourgeoisie urbaine n'a PAS basculé. Elle a toujours comparé sa situation sous Allende, alors même qu'elle subissait les privations les plus lourdes, avec sa situation sous Frei et son prédécesseur du Parti national, Alessandri. Les petits commerçants eux-mêmes sont restés jusqu'au bout du côté du prolétariat, du moins partout où ils sentaient sa présence physique, partout où ils étaient assurés de sa protection contre les attentats terroristes.

Lorsque Fajon et Ellenstein, J.P. Revel et Jean Daniel dissertent sur les classes moyennes et la nécessité d'aligner « *les rythmes du passage au socialisme* » sur leur degré de « *compréhension* » et d'« *acceptation* », c'est en réalité à ceux que le programme du P.C. nomme les couches non monopolistes de la bour-

geoisie que les uns et les autres se réfèrent, c'est-à-dire dans le cadre français aux Fred Lip et consorts, et, dans le cas d'un pays semi-colonial comme le Chili, aux couches « *anti-impérialistes* » de la bourgeoisie nationale. C'est de l'inquiétude des pcs-sédants que Fajon se fait l'écho le 1^{er} septembre dans *l'Humanité*, de tous ceux qu'a effectivement atteints la prise de possession des usines par les travailleurs. Mais à ces gens-là il faut donner leur vrai nom : il s'agit de la bourgeoisie. Et non des masses petites-bourgeoises qui, elles, sont demeurées jusqu'au bout aux côtés du prolétariat.

La contribution de l'U.P. à la préparation directe du coup d'Etat du 11 septembre

A elle seule, l'Unité populaire a pu casser le mouvement à gauche suscité par le coup d'Etat du 29 juin, briser l'élan des masses et créer les conditions du reflux politique qui ont permis aux généraux fascistes de frapper le 11 septembre un prolétariat totalement démoralisé et politiquement disloqué.

Il nous est impossible, de ce point de vue, de suivre le M.I.R. et la gauche du P.S. sur le terrain où ils se sont situés au Chili, à savoir celui des « *occasions manquées* » ; il nous est impossible d'écrire, comme le fait la brochure *Chili : quatre questions, quatre réponses*, éditée par Rouge :

Oui, l'Unité populaire pouvait élargir et renforcer sa base sociale en s'appuyant sur les organes du pouvoir populaire. Certains disent qu'elle ne l'a pas su. Nous disons qu'elle ne l'a pas voulu, prisonnière qu'elle était de son programme limité de nationalisation, prisonnière de la légalité bourgeoise qu'elle s'est acharnée à respecter jusqu'au suicide.

C'est là se situer encore et toujours sur le terrain de l'Unité populaire, en faisant de celle-ci un agent passif, « prisonnière de son programme et de la légalité ». Allende lui-même, chaque fois qu'il le fallait, usait de ce registre. Les larmes dans la voix, il a expliqué, quelques semaines encore avant sa mort, à un rassemblement de jeunes qu'il était prisonnier de la légalité, mais n'avait d'autre choix que de la respecter.

Des déclarations de cette nature d'Allende, des commentaires comme ceux de *Rouge* conduisent à une conclusion qui coule de source : ce qu'il faut à la classe ouvrière, c'est une meilleure « Unité populaire », une « Unité populaire » qui serait plus combative, moins « timorée », plus « à gauche » en un mot. Il n'y a rien, là non plus, de vraiment nouveau. Dans les années 30, on avait déjà vu diverses tendances centristes revendiquer un Front populaire axé plus à gauche, un « Front populaire de combat » — cette dernière formule est de Marceau Pivert, dirigeant de la « gauche révolutionnaire » du Parti socialiste à cette époque.

Or ce qui ne va pas avec le Front populaire, ce n'est pas qu'il servirait les intérêts des travailleurs, mais avec nonchalance, mollesse, pusillanimité. C'est qu'il est au service de l'ennemi — envoyant sa police contre les ouvriers à Clichy, sous Léon Blum (quatre ouvriers tués), ou faisant évacuer par l'armée les usines occupées, pour les rendre aux capitalistes, que les travailleurs veulent exproprier sous Allende. Le Front populaire, l'Union populaire savent effectivement être « de combat » quand il le faut, mais c'est contre les travailleurs. Ils fraient ainsi la voie au fascisme, avant de lui céder la place, leur tâche de désarmement des masses une fois accomplie, celles-ci une fois prêtes à être livrées sans défense à leurs bourreaux.

Non, Salvador Allende, quoi qu'il ait pu en dire lui-même, et même si *Rouge* s'en porte garant, n'a pas eu le rôle passif d'homme pris dans un engrenage qu'il aimait à s'attribuer. Et la nécessité de défendre face à la junte les dirigeants et militants ouvriers de toute tendance, sans discrimination, inconditionnellement, ne signifie pas qu'il faut jeter un voile pieux sur la politique pratiquée hier par les dirigeants de l'Unité populaire.

Armer politiquement les militants ouvriers exige au contraire aujourd'hui qu'on leur dise sans mâcher les mots : les dirigeants de l'Unité populaire ont ouvert la voie à la junte fasciste par des actes précis, conscients, qu'il faut qualifier sans la moindre ambiguïté d'ACTES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES. Ce sont les conséquences de ces actes dont le prolétariat et les militants des partis ouvriers paient aujourd'hui le prix dramatique.

Dès le début de juillet, Allende et Corvalan engageaient le combat pour obtenir le reflux des masses. *Les usines doivent être rendues*, proclamaient-ils. *Le gouvernement ne peut tolérer dans quelque domaine que ce soit des organismes se donnant un élément, si limité soit-il, de pouvoir, comme le font les « cordons » industriels, les comités de quartier ou les comités d'approvisionnement populaires (J.A.P.)* ; la seule voie à suivre, c'est le dialogue avec la démocratie chrétienne, c'est le respect de l'armée et l'acceptation de toutes ses exigences ; c'est le respect intégral de la Constitution et des lois bourgeoises.

Le coup de poignard dans le dos du 9 août

Dans la brèche ainsi ouverte, l'armée s'engouffrait à partir de la fin de juillet. Elle se saisit d'une loi votée par le Congrès en janvier 1973 sur proposition de la démocratie-

chrétienne et du Parti national, au moment où Prats était ministre de l'Intérieur, et à laquelle Allende n'a jamais opposé son veto, ni le P.C. ni le P.S. aucune mobilisation de masse (*Unidos, el ejército y el pueblo nunca serán vencidos* — « Unis, l'armée et le peuple ne seront jamais vaincus » — scandait le service d'ordre du P.C. dans les manifestations tout au long de 1973). Cette loi autorisait l'armée à procéder à toutes les perquisitions qu'elle jugeait nécessaires, sans aucune autorisation préalable du pouvoir civil et sur simple dénonciation anonyme, en vue du contrôle et de la saisie des armes. Elle avait pour fondement constitutionnel le monopole de l'usage des armes reconnu à l'armée par l'un des articles du Statut des garanties constitutionnelles signé par Allende en octobre 1970. C'est au nom de cette loi que l'armée a pu entreprendre, à partir de la fin de juillet, d'occuper les usines, d'en déloger les travailleurs par la force, de saccager les locaux (cantines, vestiaires en particulier), d'arrêter les militants les plus connus pour des interrogatoires supplémentaires.

Chaque fois qu'il s'agissait d'une usine du secteur privé, elle était rendue à son patron expulsé de l'usine le 29 juin. Ces perquisitions et occupations ont donné lieu à des manœuvres de préparation à la guerre civile exécutées en plein jour. Certains journaux proches du P.S. ou du M.I.R., ainsi que les organes des « cordons », les ont caractérisées comme telles. Allende les a justifiées et défendues ; le P.C. a expliqué qu'il s'agissait d'« erreurs ». Mais ce qui a été dénué de toute « erreur », ce fut la constitution, le 9 août, après que l'armée eut procédé pendant plus de quinze jours à ces manœuvres de guerre civile et fait un mort à Punta Arenas, du second « cabinet militaire ».

Ce fut là un véritable coup de poignard dans le dos asséné au prolétariat par ses dirigeants. Il a été ressenti comme tel, et le 9 août a marqué le début d'un indéniable reflux du prolétariat et de la jeunesse : militants et travailleurs ont su, à partir de ce jour-là, qu'ils étaient ligotés, sans recours, face à la trahison de leurs directions, livrés à l'ennemi de classe qui ne pourrait désormais qu'accroître son avantage. Du 9 août au 11 septembre, la voie est rectiligne : c'est vraiment la perspective Nevski qui est ouverte par la direction du P.C. et du P.S., mais au compte de la contre-révolution fasciste, dont le lit a été creusé par Allende et Corvalan, comme par Castro et la direction cubaine qui ont rappelé à l'ordre le 26 juillet les militants de la gauche du P.S. et exigé leur soumission à la ligne d'Allende.

Pour parachever leur œuvre, après la constitution du cabinet militaire, les dirigeants de l'Unité populaire ont encore adopté diverses positions allant toutes dans le même sens. Lorsque, dans la marine, l'état-major a arrêté plusieurs centaines de simples marins et sous-officiers sous l'inculpation d'avoir cherché à organiser la résistance au coup d'Etat du 29 juin et d'avoir préconisé la défense du gouvernement, lorsque ces marins ont été torturés, certains assassinés, l'Unité populaire n'a pas esquissé le moindre geste en faveur de ses propres partisans.

Poussant son avantage, la marine a alors arrêté des ouvriers des chantiers navals de Tacalhuano, près de Concepcion, toujours sous la même accusation, et engagé des poursuites contre le secrétaire général du Parti socialiste en personne, Altamirano, toujours sans qu'Allende ne bouge. La leçon était claire : les travailleurs et les militants n'avaient rien à attendre de leurs dirigeants face à l'armée.

Sur le plan économique et social, le gouvernement annonçait cependant que le blocage des salaires était

à l'étude, ainsi qu'une nouvelle tentative d'application du « *plan Milles* », plan de dénationalisation de certaines des plus grandes entreprises du secteur industriel, afin de donner à la démocratie-chrétienne encore de nouveaux gages en vue du « *dialogue* ». Le Parti démocrate-chrétien n'en a pas moins été l'âme de la préparation politique du coup d'Etat, dont il a reconnu la légitimité et l'autorité dès le 12 septembre, même si la logique fasciste de la junte devait échapper ensuite à son contrôle. Dans le même temps, les camionneurs pouvaient mener impunément jusqu'au bout leur grève d'étranglement de l'économie (13), tandis que les bandes fascistes évoluaient librement au centre des grandes villes et commençaient à y faire régner un climat de terreur. Le coup d'Etat du 11 septembre ne fut que le couronnement de ce développement politique, préparé par toute la politique des dirigeants de l'Unité populaire, voulu par eux, mis en œuvre, rythmé par tous leurs actes politiques soigneusement calculés.

Qui porte la responsabilité de la défaite ?

Si l'on considère la capacité d'initiative, de lutte, d'abnégation révolu-

tionnaire dont la classe ouvrière, les couches exploitées de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, la jeunesse ont fait preuve de façon répétée au long des quatre dernières années, on ne peut que conclure que la défaite subie le 11 septembre 1973 n'avait rien d'inéluctable. Elle n'était inscrite ni dans les aspirations ni dans les objectifs de la classe ouvrière et de la jeunesse chiliennes, qui ont cherché, tout au long des quatre dernières années, à se frayer la voie vers l'expropriation des capitalistes, vers la destruction de l'Etat bourgeois, vers la révolution prolétarienne, seule capable de libérer le pays du joug de l'exploitation étrangère et de son retard séculaire.

Ni la classe ouvrière ni la jeunesse chiliennes n'ont aucune responsabilité dans la tragédie du 11 septembre. Seuls sont responsables les dirigeants du P.C. et du P.S. chiliens, avec la traîtresse politique de collaboration de classe qu'ils ont imposée au prolétariat, en contradiction, non seulement avec ses aspirations et les exigences de la lutte pour la libération nationale et sociale, mais aussi avec les formes précises, concrètes, qu'a prises sa volonté révolutionnaire, telle qu'elle s'est exprimée dans la construction des « *cordons* ».

(13) Les camionneurs ont été manipulés et achetés par les partis bourgeois et l'impérialisme. Il s'agissait de petits propriétaires qui, tout comme les petits commerçants, se sont montrés disposés à suivre les partis ouvriers, pour peu que ceux-ci, en tant que représentants de la classe ouvrière, leur montrent l'exemple d'une orientation ferme. Mais précisément l'absence de toute orientation ferme, sauf celle du refoulement du prolétariat, les a rejetés dans les bras de la bourgeoisie, qui a concentré sur eux, à partir du début de 1972, tous ses efforts. Le Parti national y a sélectionné et impulsé un dirigeant, Villarion, à qui les partis bourgeois et la C.I.A. ont versé de très importants subsides. Pendant les deux grèves — celle d'octobre 1972 et

celle d'août 1973 — les grévistes touchaient 8 dollars U.S. en devises par jour, c'est-à-dire, au marché noir, 16 000 escudos, alors que certains salaires ouvriers ne dépassaient pas 25 000 escudos par mois. Ce qui est remarquable, c'est qu'il y a eu des camionneurs pour refuser — au risque de leur vie, et il y a eu plusieurs assassinats — d'être achetés et manipulés. Ils se sont regroupés dans une autre organisation, la M.O.D.A.R.E. Celle-ci n'a eu qu'un soutien formel de l'Unité populaire, qui a également repoussé de façon répétée — au nom de la « *liberté du travail* » — la proposition de former des brigades ouvrières pour aller casser la grève et exproprier les camions des grévistes.

La politique de l'Unité populaire a été une politique de collaboration de classes qui s'est située au niveau même où le développement de la lutte des classes au Chili avait élevé l'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat, c'est-à-dire au niveau de la lutte pour le pouvoir. Cette politique était dirigée contre la classe ouvrière chilienne, contre les organismes autonomes qu'elle a construits en relation avec les exigences

mêmes de la situation. Elle a nourri de bout en bout la contre-révolution et, dans les dernières semaines, lui a ouvert directement la voie. La leçon doit être assimilée par le prolétariat mondial. Il ne peut y avoir de ménagements ni d'équivoque dans les conclusions politiques : *L'UNITE POPULAIRE A FRAYE LA VOIE AU FASCISME, TELLE EST L'ESSENCE DE SON BILAN.*

MILITANTS !

Votre seule librairie :

LA S.E.L.I.O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

C.C.P. 31.697-97 LA SOURCE 45